

**Cher-es camarades,**

**« Toute régénération surgit toujours d'une perturbation. Plus la perturbation est sévère, plus le renouvellement qui s'ensuit est profond, puissant, parfois jusqu'à la mutation... Quand tout s'effondre ou se voit bousculé, ce sont aussi des rigidités et des impossibles qui se voient bousculés. Ce sont des improbables qui soudain se voient sculptés par de nouvelles clartés. »**

**Loin de moi naturellement la démarche d'accaparer le message d'espoir exprimé par ce merveilleux texte de nos amis Edouard Glissant et Patrick Chamoiseau aux populations de la Martinique après le passage du cyclone Dean. La comparaison avec notre situation et nos enjeux serait totalement incongrue tant le cyclone a causé de profonds dégâts humains, matériels et économique qui touchent au développement civilisationnel même de l'île. Nous avons à l'époque exprimé concrètement notre solidarité et nous la renouvelons avec sincérité.**

---

Non, c'est me semble-t-il une bonne entrée en matière pour caractériser l'état d'esprit qui m'a guidé dans la rédaction de ce rapport d'ouverture aux travaux de notre Conseil national. Oui, comme l'expriment nos deux amis, « le désastre est aussi un moment de remise en question pour penser, s'engager et construire l'avenir sur de nouvelles bases ». Fin de citation.

Face au risque de découragement ou bien de sous-estimation de la situation à laquelle nous sommes confrontés - qui guettent nombre de communistes suite à l'élection de Sarkozy aux plus hautes responsabilités de l'Etat -, je vous propose d'adopter une posture politique qui, par le travail personnel et collectif, le débat, la qualité démocratique de nos décisions, refonde l'espoir partagé d'une nouvelle dynamique d'émancipation et de transformation sociale, politique, culturelle et écologique de notre époque.

Je le fais avec une profonde modestie tant le chantier est immense. Je le fais modestement à ma place comme membre de notre direction et de la commission nationale de préparation du congrès, ainsi que comme militant parmi les militants communistes. Je le fais également avec passion, enthousiasme et avec « vaillance », celle qui caractérise si bien les militants communistes.

Il ne s'agit pas tant là de précautions préalables à nos débats et décisions pour me prémunir des appréciations critiques sur le propos que je vous présente. Non, mon parti pris est autre. Il est le suivant : nous n'avons pas d'autre chemin possible que de convenir ensemble du cadre, dans sa forme et sur le fond, qui doit permettre de favoriser l'expression souveraine des communistes. Cet espace public politique doit suscité l'envie – oserais-je dire le désir – de la prise de responsabilité individuelle et collective, le travail d'analyse et de proposition, le débat d'idées et la confrontation d'opinion organisés, pour construire un en-commun décisif à une unité renouvelée des communistes.

C'est dans cet esprit que je considère qu'il est déterminant que nous sachions ensemble impulser - comme nous y invitait Marie-George Buffet au Conseil national de juin - une nouvelle culture de débat. Une culture de débat de nature à revivifier le sens et l'utilité, personnel et commun, de l'engagement des communistes. « Une culture de débat faite de sincérité et d'honnêteté, pour faire en sorte que chacun des grands choix qui existent pour l'avenir dans le Parti soient débattues au grand jour. Que le débat de « lignes », de « sensibilités » cède la place au débat d'idées. Enfin une culture qui respecte, et c'est vital, l'opinion singulière de chacune et de chacun dans la construction de nos orientations comme, pour tous, du respect des décisions démocratiques consensuelles ou majoritaires qui s'expriment à l'issue de nos débats. Cela est je crois attendu, ici même, et par de très nombreux communistes.

Cet acte de direction, si nous en convenons, mérite évidemment l'enrichissement de chacune et chacun d'entre vous. Il est de nature à rassurer, si besoin était, et surtout susceptible de libérer la parole dans un esprit où la sérénité et l'authenticité de nos échanges constitue un atout, un vecteur d'efficacité politique.

En bref, je le redis, nous avons la responsabilité de favoriser les conditions démocratiques de l'expression de la souveraineté des communistes.

Je le précise immédiatement pour qu'il n'y ait pas à ce stade d'ambiguïté - et je reviendrais plus amplement sur le sujet ultérieurement - la démarche que je suis chargé de soumettre à votre approbation n'exclut aucunement le travail avec d'autres femmes et d'autres hommes. Au contraire, c'est parce que nous ferons la clarté sur nos intentions que cette ambition nécessaire et souhaitée pourra prendre alors sa pleine dimension.

L'ordre du jour de notre CN traite de deux thèmes liés par la même urgence. Celui des orientations et des conditions de la riposte à organiser, sur tous les terrains et à tous les niveaux, à la politique de Sarkozy. Celui de décider du processus de débats, de définition d'orientations et de décisions jusqu'au congrès de 2008 et notamment les initiatives à prendre pour cela, jusqu'au congrès extraordinaire des 8 et 9 décembre prochains. C'est le sens du projet de la résolution que nous vous avons fait parvenir ; et comme tout projet il a vocation à être enrichi. La commission que nous venons d'élire aura pour tâche de statuer sur l'évolution de ce texte.

### □ Pourquoi en sommes-nous là ?

Ce « nous » est un nous collectif qui va bien au-delà des seuls adhérents du Parti communiste français. C'est le « nous » de millions d'êtres humains singuliers et de citoyens acteurs qui composent aujourd'hui le peuple de France, celui de la communauté nationale, et en son sein, celui de femmes et d'hommes communistes. Autant de personnes et d'individualités qui se côtoient dans la vie de tous les jours. Tout devrait les rassembler dans la perspective d'une vie meilleure. Ils et elles se rassemblent parfois avec force jusqu'à remporter des victoires - comme pour le CPE ou le référendum de 2005 - mais confrontés à la rudesse des appétits financiers des capitalistes ils et elles peuvent céder aux sirènes du chacun pour soi, et ce malgré les appels solidaires de certains de leurs semblables.

Nous avons donc besoin avec tous de continuer de comprendre, de poursuivre l'analyse et de spécifier la situation politique que connaissent notre pays et notre peuple depuis le 6 mai dernier. Car nous avons l'ambition avec le plus grand nombre d'y apporter remède. Pour cela nous devons dresser le bon diagnostic, en caractériser les causes et les conséquences.

Ce travail est engagé. Il nous faut le prolonger au travers de la riposte et de nos travaux de congrès, le formaliser plus avant afin de redonner l'espoir d'un autre possible. Telle est notre ambition !

Le constat nous le connaissons :

- reconduction de la droite au pouvoir avec la victoire de Sarkozy,
- exercice autoritaire du pouvoir s'appuyant sur la légitimité de son élection directe au suffrage universel : « je fais ce que j'ai dit durant la campagne. Tout le monde était prévenu, donc je ne cède pas et la concertation ne peut être de la négociation... »

- posture d'incarnation de tout le peuple au travers du principe d'ouverture à des hommes de gauche au sein du gouvernement ou présidences de commission, d'institutions internationales,
- troisième échec consécutif de la gauche à la présidentielle contrevenant à la soi-disant tradition de l'alternance politique qui viendrait sanctionner un exercice du pouvoir contesté par d'importantes luttes (CPE, Référendum),

- les résultats « désastreux » du mouvement antilibéral, des Verts comme du PCF.

Notre parti connaît un nouveau et très grave revers électoral. Celui-ci s'inscrit dans une lente et continue érosion de notre influence électorale nationale malgré quelques soubresauts lors de scrutins locaux et de l'élection législative.

Nous devons comprendre tout cela et c'est l'objet même de nos congrès à venir de nous y aider. Cependant, nous ne pouvons attendre d'avoir abouties nos réflexions pour riposter. C'est sans attendre, sur tous les champs et sur trois dimensions : sociale, politique et idéologique.

## □ La méthode Sarkozy

L'hyperactivité du président de la République est réelle. Pas un seul jour sans une intervention ou bien l'annonce d'une nouvelle réforme. C'est le cas même durant ces vacances. Cette frénésie est telle que cela pourrait prêter à sourire, si la gravité, l'ampleur et l'étendue des enjeux n'étaient pas aussi graves pour notre peuple. Ainsi la mise en vie accélérée du programme de casse de l'ensemble des conquêtes sociales obtenues par la lutte depuis la Libération, la transformation du contrat social au service des nantis de la bourgeoisie pourraient donner le tournis. Je me suis livré à un petit exercice à l'aide de la lecture de l'Humanité sur quelques jours. J'ai noté systématiquement les projets réformes. J'en ai rempli deux pleines pages en caractère 11 et sans intervalles. Rassurez-vous, je n'ai pas l'intention de vous en asséner la lecture, cela serait trop fastidieux, sans intérêt pour notre présent moment de travail et risquerait de nous démoraliser.

Mises en relation les unes aux autres, la cohérence d'ensemble saute aux yeux. Je préfère donc concentrer mon propos sur la logique globale et la stratégie du président de la République. Sur celle-ci, le staff élyséen a levé un bout du voile. C'est celle du tourbillon : « Occuper tous les terrains à la fois, saturer le champ, multiplier les questions à l'agenda de telle sorte que les adversaires ne puissent faire d'aucun sujet un abcès de fixation. Chaque catégorie ou groupe organisé se polarisant sur la question qui le préoccupe le plus. »

Eh bien notre intention c'est de ne pas laisser éparées ces volontés d'interventions sociales, politiques et idéologiques qui se structurent au plan syndical, associatif ou politique ; nous leur proposons d'agir ensemble sur tout et en même temps !

Je voudrais avant d'examiner les modalités concrètes de la riposte vous proposer de décrire sur quelques thèmes l'approche de Sarkozy. Car il travaille habilement, à partir des terrains trop délaissés par la gauche.

Au départ de chacune de ses réformes il y a toujours une préoccupation, une aspiration, un problème souvent réel exprimé par nos concitoyens. Rien à dire à cela. L'écoute de nos concitoyens est le b-a-ba de tout engagement politique. Par contre, la façon de la prendre en compte, de l'interpréter, de lui apporter une réponse, sur le fond et sur la forme, c'est autre chose.

## □ Prenons l'exemple du travail

Quel est le verbatim de Sarkozy ? « Si j'ai tant parlé de la valeur travail, c'est parce qu'elle est centrale. Il manque à la France un point de croissance en moyenne par an... c'est parce que globalement et quels que soient les efforts de nos compatriotes, la France ne travaille pas assez.... C'est parce qu'on a dévalorisé le travail. C'est parce qu'on a tout fait pour décourager les Français de travailler. C'est parce que le chômage de masse, l'insécurité dans l'emploi, la stagnation du pouvoir d'achat des salaires, la dégradation des conditions de travail ont abîmé le travail. Alors comment croire au travail quand il y a des travailleurs pauvres ? » Je suis déjà trop long et cela me peine de vous infliger cette lecture, enfin, je ne veux pas qu'on se méprenne, je n'ai pas décidé d'être un candidat à l'ouverture...

Comment est perçu ce discours par les citoyens, le monde du travail, les jeunes ? Le discours est certes séduisant, volontaire, marquant une rupture et, pour une part, il s'appuie sur des réalités vécues par nos concitoyens. Mais qui porte la responsabilité première de ce constat sinon les gouvernements de droite qui ont précédé son élection et auxquels il a participé ? Qui porte la responsabilité des délocalisations, de la destruction de l'emploi, de la faiblesse du pouvoir d'achat des salariés sinon ses amis du MEDEF cotés au CAC 40 ?

Il y aurait beaucoup à dire sur l'idéologie de ce discours, notamment sur ce qui manque à l'état des lieux et surtout sur les conclusions qu'il en tire. Par exemple sur le SMIC, il indique qu'il n'y aura pas de coup de pouce. Donc cet été ce n'était pas un oubli. Il considère que cela aurait un effet négatif sur l'emploi des moins qualifiés et qu'augmenter régulièrement le SMIC, plus rapidement

que les autres salaires, provoquerait la smicardisation de la société française. C'est un point de vue qui n'est naturellement pas le nôtre. Nous devons élever la hauteur de notre argumentation idéologique, politique et économique sur la possibilité d'augmenter le SMIC à 1500 euros, d'autant que Ségolène Royal a considéré que cette proposition avait eu finalement un impact négatif sur sa campagne. Le monde du travail considère cette proposition comme souhaitable, toutefois le doute persiste sur la possibilité de véritablement la concrétiser. En tout cas pour Sarkozy le problème est renvoyé à une commission « de sages indépendants » sur le pouvoir d'achat qui n'a d'autres buts que de subordonner l'évolution des salaires aux impératifs de la compétitivité et donc au final à démanteler le SMIC ainsi qu'à bidouiller l'indice des prix à la consommation. Les autres sujets sont renvoyés à d'autres commissions.

## □ Prenons l'exemple de la formation

C'est dans sa lettre aux éducateurs qu'il est le plus prolix et qu'il annonce le train de ses réformes. Il part d'une réalité : « L'échec scolaire a atteint des niveaux qui ne sont pas acceptables. L'inégalité devant le savoir et devant la culture s'est accrue... » Puis il revient sur les valeurs : autorité, morale, mérite, devoir, sanction, récompenser le mérite, sanctionner la faute... tout cela enrobé dans une rhétorique sentimentale digne des discours adressés aux hussards de la République des siècles précédents. Il fixe la ligne. Relever le défi de l'économie de la connaissance et de la révolution de l'information. Puis vient le contenu des réformes : abandon du collège unique et de la carte scolaire (ces deux abandons ont en commun de négliger le destin collectif et d'ériger la réussite individuelle comme matrice du fonctionnement social comme le souligne un sociologue). C'est également l'abandon de l'école le samedi matin et modification des rythmes scolaires sans concertation, autonomie des établissements de l'école maternelle à l'université pour financer la suppression de 11000 postes au rythme de l'avancée des réformes, commission sur l'évolution du métier d'enseignant, mise en vie d'un fichage informatisé des élèves avec tous les risques sur les libertés individuelles...

Au final c'est l'appauvrissement du service public, des programmes, des options d'enseignements pour les élèves, la mise en concurrence des établissements entre eux, la sélection renforcée, la soumission du transfert des connaissances aux impératifs de l'économie...

Prenons l'exemple de la santé et de la protection sociale Bien sûr, dit-il, la solidarité doit rester le fondement de l'assurance maladie. Bien sûr, assène-t-il, le développement de la prise en charge par les régimes complémentaires ne doit pas se faire au détriment des plus fragiles. Bien sûr, affirme-t-il, il n'est pas question d'aller vers un système de soins à deux vitesses. Mais il veut offrir une aide à l'acquisition de la couverture complémentaire beaucoup plus généreuse, beaucoup plus étendue qu'elle ne l'est aujourd'hui. Mais il s'agit de développer l'assurance individuelle contre le risque de dépendance. Mais les investisseurs privés doivent investir davantage dans ce secteur... Mais les franchises médicales feront payer en tout premier lieu les patients les plus malades dès le 1er janvier prochain. On poursuit la politique de remboursement des médicaments. On supprime des postes dans les hôpitaux et on les met en concurrence avec le secteur privé. On tergiverse pour faire contribuer les stocks options. Un coup d'arrêt doit être donné à la privatisation de l'assurance maladie, le contenu et la qualité de la riposte doit permettre cela.

## □ La loi de la honte

Enfin, comment ne pas être horrifiés par cette politique de retour aux rafles, celle d'un temps qu'on croyait terminé et que la conférence des évêques de France décrit comme une politique « des concessions à une opinion dominée par la peur ». Après CESEDA voici la loi de la honte qui oppose identité et biologie avec l'abomination des tests ADN. Voici la loi qui oppose liberté et éthique avec les fichiers ethniques. Voici la loi qui restreint encore plus le droit à vivre en famille pour les étrangers. Voici la loi qui confond immigration et asile avec le transfert de l'OPFRA au ministre Hortefeux celui de l'identité nationale. Voici la loi qui ternie considérablement l'image de la France,

terre d'hospitalité et d'accueil. Les citoyens français accepteraient-ils de subir ces tests lorsqu'ils se rendent à l'étranger ? Malgré l'opposition de la gauche et principalement de nos sénateurs la loi est donc passée vendredi matin. Pour autant le débat et le combat ne sont pas clos. Commission paritaire, voire nouveau passage devant les députés sont au calendrier. Cette politique discriminatoire décomplexée de la droite est conduite avec acharnement pour donner de nouveaux gages à l'électorat d'extrême droite afin de confirmer son recyclage, avec en arrière-pensée les futures échéances électorales locales. C'est dramatique ! Une politique qui exige des préfets des résultats de reconduction aux frontières, qui met au tribunal le maire de Stains, mon ami Michel Beaumale, accusé de délit de démocratie pour avoir organisé un référendum local sur le vote des étrangers. Nous ne laisserons pas faire ! C'est extrêmement grave car il s'agit de l'avenir de nos libertés individuelles comme de celles des étrangers aujourd'hui. Rien dans tout cela n'est digne de la France. L'émotion est grande dans le pays. Nous serons de tous les rassemblements, notamment ceux de RESF comme celui de notre amie Aminata Traoré « Migrations 2007 ». Ces combats seront à l'ordre du jour de nos initiatives de riposte.

Ce que veulent imprimer dans les consciences la droite et le MEDEF c'est que « le système social de la France ne serait pas tenable ». Son ambition est, entre autres, d'aligner le modèle français sur les besoins de la compétitivité et d'attractivité des marchés financiers dans la mondialisation. Cela est conforme aux objectifs du G8 mais également avec ceux de l'agenda de Lisbonne. C'est le maintien, non sans tension, d'une politique de l'euro fort, de taux d'intérêt élevés, d'une création monétaire tournée exclusivement vers le soutien aux marchés, aux détenteurs d'actifs financiers et aux gros patrimoines, d'un dumping social et fiscal accru. D'où le lien évident avec notre bataille afin d'exiger un référendum sur le nouveau traité européen. Et merci disent en cœur les spéculateurs transis à la Banque centrale européenne, suite à l'éclatement de la bulle spéculative immobilière américaine, pour avoir effacé leur ardoise de 250 Milliards d'euros tandis que sont abandonnées à la rue les victimes.

La droite et ses cercles de pensée idéologique veulent changer le logiciel des valeurs humaines qui fonde l'originalité du contrat social de la République, les idéaux de la Révolution française aux conquêtes du Conseil National de la Résistance, sous oublier de passer par pertes et profits celles de 1968. Ainsi, il n'y aurait pas d'autres choix que ceux de la rupture idéologique, politique et culturelle de Sarkozy. Mais, en fait pour lui, il s'agit de tout changer pour, surtout, ne rien changer. Traduction : perpétuer l'ordre existant des privilèges avec les réalités d'aujourd'hui. Soutenir le mouvement d'adaptation du système capitaliste dans le cadre de la mondialisation financiarisée. En bref, festin pour les grands patrons et les rentiers de la finance, sacrifice pour le monde du travail et les couches populaires.

C'est dire s'il faut élever le niveau de l'opposition idéologique à ces funestes projets, mais également répliquer sur le terrain des luttes et des alternatives politiques. Le mouvement social, dans toutes ses composantes (syndicales, associatives, mouvementistes...) n'est pas dépourvu de propositions. Nous n'en sommes pas dépourvus non plus. Celles que nous avons élaboré lors de notre dernier congrès que nous avons soumis au débat lors des campagnes électorales restent valides. Elles ont souvent suscité de l'intérêt. Elles constituent un socle alternatif utile que nous devons continuer de verser aux débats de la contre-offensive.

La journée de rassemblement, de manifestation et de réunions publiques dans tout le pays à l'appel de 50 organisations contre les franchises médicales a été un succès. Plus de 60 initiatives et entre 20 000 et 30 000 participants. Le nouveau rendez-vous des anti-franchises est fixé le 13 octobre pour une manifestation nationale à Paris pour le droit à la santé, le refus des franchises et sur les conditions de travail, la reconnaissance de la pénibilité au travail à l'appel de la FNATH, de l'ANDEVA, de la CGT, de la FSU. L'opinion défendue par le docteur Christian Lehman, initiateur de l'appel anti-franchises, selon laquelle les franchises médicales sont socialement injustes, médicalement dangereuses car elles vont faire reculer l'accès aux soins et qu'elles sont économiquement inefficaces, comme l'a été le forfait de 1 euro sur les consultations, a franchi une étape.

La résistance syndicale s'organise avec la convocation de mouvements sociaux qui vont prendre forme dès ces prochains jours. Journée d'action le 18 octobre des agents de la SNCF à l'appel de la CGT sur les régimes spéciaux, pour l'emploi et l'avenir du fret, et de la CGT énergie contre la réforme des régimes spéciaux, répliquent ensemble 17 organisations syndicales et autres associations d'éducation populaire ce même mois et réplique des mêmes par une lettre des éducateurs au président de la République.

Pour ce qui nous concerne, nous voulons être de cette riposte qui prend forme car nous refusons cette société éclatée dont rêve Sarkozy.

Concrètement, notre démarche pour le 27 octobre c'est : face à la droite, riposter ensemble, reprendre l'initiative

Nous engageons une dynamique appelée à durer. Elle intègre tout d'abord notre participation active et originale, celle d'un parti révolutionnaire, aux initiatives connues ou à venir. Nous devons démontrer effectivement notre présence.

Mais elle implique aussi des initiatives politiques que nous suscitons nous-mêmes.

Le Conseil national a décidé l'organisation d'une semaine d'initiatives dans les départements et dans un certain nombre d'entreprises avec un point d'orgue national le 27 octobre à Paris.

Nous voulons agir sur la durée. Nous ne voulons pas faire un coup médiatique. Nous voulons, j'y insiste, porter la dynamique à un haut niveau de riposte idéologique et politique comme vecteur essentiel de la construction de l'alternative et du rassemblement.

Les discussions du collectif et les premiers contacts établis avec les fédérations démontrent que cette démarche est un facteur de réussite. Ce sont les initiatives de terrain qui vont être le facteur déterminant de la mobilisation.

On le voit avec l'écho que rencontre d'ores et déjà la marche pour l'emploi des communistes du Nord-Pas-de-Calais qui s'arrêtera le 26 à Bobigny en Seine-Saint-Denis - département qui m'est cher, des initiatives sont en préparation pour donner à cet accueil toute sa dimension fraternelle et combative - pour se tremmer le matin du 27 à l'Élysée où seront remis des milliers de CV.

Il est souhaitable que dans chaque département se déroule au moins une initiative ancrée dans les réalités des territoires ou bassins d'emploi et que dans les grands départements, les principales localités soient concernées.

Les thèmes sont laissés à l'appréciation des fédérations et sections ; ce point devant être aussi partie intégrante de la discussion sur la riposte qui doit être portée à l'ordre du jour des Conseils départementaux.

## **□ Pour rassembler et réussir, nous passons à l'acte !**

- Nous nous investissons activement dans la réussite du 27 octobre qui est une initiative du Parti communiste que nous assumons comme telle.
- Nous proposons que l'espace public de cette initiative soit à la disposition de toutes celles et ceux - personnes ou organisations - qui veulent se battre contre la régression sociale et démocratique, pour un avenir de progrès social et humain.
- Evidemment, nous nous laissons la souplesse nécessaire pour que dans l'organisation du 27 nous puissions tenir compte d'évolutions positives, que nous souhaitons et que nous voulons favoriser, afin que le rassemblement à gauche puisse s'exprimer de la manière la plus combative et la plus large possible.
- Ces différentes considérations devraient être prises en compte au plan local, tout en sachant que dans bon nombre de situations les souplesses, à ce niveau, peuvent être plus grandes.

Je dis tout cela, d'autant plus que les réunions du « comité de riposte de la gauche » ont été extrêmement représentatives du positionnement politique actuel des différentes organisations qui le

composent. Un PS travaillé par sa bataille interne et tiraillé entre deux options : rester ancré à gauche ou bien réorientation vers le centre (et la récente rencontre Hollande/Bayrou illustre la réalité du problème), une LCR bornant son horizon à la théorie des 2 gauches mais prête à s'engager dans des initiatives combattives lui permettant de promouvoir ses propres projets de construction politique.

Finalement, le travail du comité de riposte a débouché laborieusement sur un tract commun (non signé par la LCR et les Verts) dont le mérite principal est d'exister. Sans ce minimum vital, la gauche aurait donné le triste spectacle d'une incapacité à se rassembler et à s'exprimer en commun contre Sarkozy.

En revanche, la dynamique que nous pouvons créer dans la préparation du 27 peut réussir à faire bouger les choses. Souvenons nous que c'est l'annonce de cette initiative qui, juste avant la Fête de l'Humanité, a permis de débloquer la réunion des partis de gauche jusque là enlisée dans des sables profonds....

### **□ Sur le 27 octobre lui même**

Ce sera un rassemblement extérieur, devant la Rotonde métro Jean-Jaurès (place de la Bataille de Stalingrad...). Si les conditions en sont créées, et nous faisons tout pour qu'elles le soient, il serait précédé d'une manifestation à partir de la place de la République.

Le rassemblement pourrait se dérouler en 3 temps : des témoignages populaires d'acteurs des luttes, des interventions de personnalités jouant un rôle éminent sur telle ou telle question inscrite dans les luttes – un discours de Marie-George.

Afin de réunir les meilleures conditions de la participation d'un grand nombre d'organisations, notamment du mouvement syndical, Marie-George adressera une lettre à chacune des organisations pour leur présenter notre démarche, le sens de cette première initiative et, selon leur souhait, la possibilité d'une rencontre afin de préciser notre conception de la place des différents acteurs respectant leur originalité.

Pour que notre démarche réussisse, il est indispensable de déployer d'immenses efforts militants et de direction.

Pour cela, le secteur Vie du Parti a mis en place un important dispositif de suivi et de mobilisation mais, élément intégrant du dispositif, le collectif riposte s'est réparti lui aussi les départements afin de pouvoir apporter des réponses précises aux multiples questions qui ne manqueront pas d'être posées.

L'aspect décisif est que les organisations du Parti se fixent des plans de travail, avec des objectifs précis pour une grande ambition de rassemblement, tant au plan local que pour assurer la participation maximale à Paris. La désignation d'un responsable « riposte » dans les fédérations serait un gage de réussite.

Un tract national ainsi qu'une affiche parviendront aux fédérations la semaine prochaine.

L'Humanité apportera naturellement sa contribution précieuse au succès de cette initiative.

J'en viens maintenant au processus que nous engageons avec le congrès extraordinaire des 8 et 9 décembre prochains

Si j'ai fait le choix d'un long développement sur le contenu de la bataille idéologique et politique à conduire c'est que cela n'est pas indifférent à nos travaux de congrès. En fait, le contenu de la riposte que nous proposons comme sa démarche sont des éléments à part entière de la préparation de nos congrès eux-mêmes.

## □ Elections municipales et cantonales

Nous proposons d'ailleurs d'en faire tout autant avec le processus engagé des batailles électorales des municipales et des cantonales du printemps prochain. Nous avons consacré une bonne partie des travaux de notre dernier CN à cela, je ne m'étends donc pas. J'insiste toutefois sur le fait qu'il y a à engager, si cela n'est pas encore fait partout, les démarches pour la désignation des candidat-e-s aux cantonales avec, je le rappelle, cette fois-ci, la désignation de leur suppléant-e-s ainsi qu'au moins les têtes de listes aux municipales. Il ne faut plus perdre de temps pour engager ces processus de désignation avec les communistes qui, selon les méthodes, les débats et les lieux, peuvent prendre plus ou moins de temps. De la même manière attachons-nous à créer les conditions d'une large co-élaboration des contrats ou programmes avec les forces vives et les populations.

Enfin les rencontres bilatérales entre forces de gauche sont également engagées. Il faut nous astreindre, à ce sujet, à bien faire circuler l'information entre les différents niveaux de discussion. C'est essentiel pour l'efficacité de nos décisions. Le principe de solidarité doit pouvoir être effectif au plan local, départemental comme national. Il n'y a pas toujours urgence à conclure un accord. Ce qui ressort de ces rencontres c'est plutôt une tentative d'hégémonie appuyée du PS, c'est-à-dire à contre-courant de l'urgence sociale et politique que le pays traverse. Nous ne pouvons accepter les choses en l'état et j'attire votre attention sur le fait que bien souvent, lorsque de tels processus se sont confirmés, c'est souvent la droite qui a tiré son épingle du jeu. Sarkozy a bien conscience de l'enjeu. Il est très attentif à ne pas prendre de décisions qui seraient au final de nature à venir contrarier les ambitions de la droite au plan local et ce d'autant que les municipales ne sont pas les présidentielles. Il y a les médias en moins. C'est pourquoi, nous confirmons notre appel à ce que la gauche se rassemble partout derrière les candidats sortants et que nous trouvions les bons accords pour être dans les meilleures situations de conquêtes face à la droite lorsqu'elle est au pouvoir.

Nous vous proposons donc que les communistes engagent des initiatives publiques avec les candidats, afin d'informer les citoyens et les citoyennes de nos communes et de nos cantons de notre ambition d'élever le niveau de riposte face à la droite, de les associer à l'élaboration des programmes comme des travaux du congrès, voire de les prendre à témoin, là où cela s'impose, lorsque l'attitude des uns et des autres à gauche n'est pas conforme aux enjeux du rassemblement.

Permettez moi enfin de rappeler l'importance des journées de l'ANECR des 13 et 14 octobre prochains. Cet espace public de la construction commune est placé au service des élus communistes et républicains et des candidats pour débattre et élaborer notre conception du rassemblement, les premières approches des contenus des contrats communaux et départementaux, les modalités d'élaboration des listes à l'image de la société. Des ateliers sont prévus. Prenons toutes les mesures de direction nécessaires en lien avec les ADECR pour en assurer le succès participatif en qualité et en nombre.

## □ A situation exceptionnelle : initiatives extraordinaires !

La base des propositions de l'organisation du congrès est le fruit des échanges au sein de la commission nationale préparatoire au congrès de 2007. Nous avons eu très peu de temps. Nous avons donc cherché à être efficaces autant que nous pouvions l'être. Je tiens à remercier celles et ceux qui ont participé à nos différentes réunions, soit en se déplaçant, soit à l'aide de la conférence téléphonique. Je remercie également le cercle restreint de camarades qui, dans des délais très courts suite à notre dernière réunion de mercredi, aura permis que nous soyons en capacité de vous soumettre le projet de résolution.

Les débats au sein de la commission ont été riches, sereins et passionnés. Nous avons conscience des limites que peut comporter ce texte qui a enrichi l'avis du CEN. Il constitue néanmoins une bonne base de discussion. Il est porteur de parti pris que je vais m'attacher à vous présenter.

## □ L'heure est au bouillonnement politique

Nous l'avons constaté lors de notre belle Fête de l'Humanité par le nombre de participants, notamment de la jeunesse et surtout par l'affluence record aux centaines de débats, ou bien encore au meeting de la grande scène. C'est un succès culturel et politique pour tous les militants qui se sont investis. Les thèmes politiques d'actualité étaient au cœur de la Fête. C'est un cru exceptionnel qui est venu une nouvelle fois démentir les pronostics les plus catastrophiques sur la capacité des communistes à réussir un tel événement populaire et à rassembler la gauche dans sa diversité. Le point d'orgue en fut naturellement le débat avec les principaux responsables des formations de gauche, sur sa capacité à se rassembler pour s'opposer à la politique de la droite et à débattre de son propre avenir.

Bouillonnement également à l'occasion des débats et réunions de communistes. Il y a, et c'est normal, pour une part de l'attente et de l'exigence à l'égard de la direction quant à la préparation du congrès. Ils manifestent de l'impatience à entrer plus avant dans les discussions. Les débats sont animés au bon sens du terme. Les questions que se posent les communistes sont nombreuses et ils tentent d'y répondre ensemble. De premiers points de vue s'expriment. Les enjeux d'actualité et les décisions à prendre pour les futures échéances électorales font également partie du décor. C'est cet ensemble de préoccupations qui sont au cœur de leurs échanges.

Bouillonnement également avec le nombre grandissant de contributions (à ce jour, plus de 253 contributions individuelles et environs mille réponses au questionnaire.) qui sont publiées sur le site « [alternativeforge.fr](http://alternativeforge.fr) ». CommunisteS a, pour sa part, commencé de rendre compte du débat des communistes sous des formes variées. Nos deux supports d'information déploieront dorénavant leur activité à partir de la liste des questions de la résolution.

Enfin, le nombre de livres politiques édités rivalise avec ceux de la rentrée littéraire. Plusieurs camarades ont publié depuis l'été un ouvrage. Leur lecture est à encourager afin de bénéficier de leur réflexions et propositions.

C'est en partie avec cet ensemble de matériaux que les membres de la commission ont travaillé.

Chers camarades, le Conseil national a une immense responsabilité. Il s'agit de donner un signe politique fort. Un signe d'espoir en l'avenir. Un signe de confiance en direction de la société et des communistes. Nous voulons refonder l'espérance qu'il est possible de transformer la société et d'améliorer vraiment la vie. C'est pour cela que nous lançons un grand chantier, celui de l'existence d'une force de transformation sociale crédible, efficace, moderne, en prise avec la société et ces enjeux pour améliorer vraiment la vie. Ce n'est pas la lutte finale... Nous voulons engager un processus qui ouvre de nouvelles pages de notre combat révolutionnaire et émancipateur.

Le caractère exceptionnel de la situation mérite l'engagement de tous. Les résultats des dernières élections ont causé un nouveau traumatisme. Il ne s'agit pas de mon point de vue d'un nouvel accident de parcours. Non, le problème est plus profond. Nous vivons une lente mais continue érosion de notre influence électorale au plan national qui avec les résultats obtenus aux présidentielles et aux législatives pose la question de l'existence même de notre courant de pensée dans la société.

Ainsi, malgré l'investissement militant apprécié de nombreux communistes et, parmi eux, celui des élus, malgré le courant de sympathie que l'on nous exprime pour notre dévouement, malgré l'intérêt que l'on porte à nos propositions et à nos démarches de démocratie participative, pourquoi ne parvenons-nous pas à obtenir la confiance des électeurs lorsqu'il s'agit de passer à l'acte, par le vote, du changement de société ?

Je suis de ceux qui considèrent qu'avec ces élections nous avons participé à la fin d'un cycle politique et que nous sommes entrés, malgré nous, dans une nouvelle ère. Comment tenter de la caractériser ? C'est une donnée à mes yeux déterminante.

Le présidentialisme exacerbé, les pressions pour l'émergence du bipartisme, l'influence

grandissante de l'Union européenne sur les décisions prises par nos gouvernements, la capacité des médias à orienter le débat politique, tout cela est à peu près cerné.

La nouveauté ne réside-t-elle pas dans le fait que les citoyens ont maintenant parfaitement intégré ces logiques institutionnelles et se déterminent autant par rapport à elles qu'en fonction de leurs préférences politiques. Les calculs et les votes tactiques, le choix d'un homme ou d'une femme pour les présidentielles, par exemple, sont maintenant aussi importants que le choix d'un projet politique. Et c'est d'autant plus vrai depuis l'adoption du quinquennat : toute la vie politique s'articule autour de la seule élection présidentielle... et donc des seuls candidats pouvant légitimement prétendre accéder à la magistrature suprême.

L'électorat est devenu si volatile d'une élection à l'autre qu'à chaque échéance notre tâche est de reconquérir un nouvel électorat.

Là où, sans doute, un cycle commence, c'est que si nous sommes dans une période où les clivages politiques et jusqu'au premier d'entre eux, le clivage gauche/droite, sortent troublés de vingt ans de domination idéologique, de raisonnements libéraux et technocratiques, nous assistons dans le même temps à un début de retour en grâce du politique. L'ère des alternances perpétuelles s'est arrêtée, parce que la dernière campagne a rompu avec l'idée que la politique ne pouvait rien.

Ceci nous renvoie à la nécessité de revisiter notre corpus idéologique pour être à la hauteur des exigences de notre époque. Et comme le souligne Anicet Le Pors dans l'Humanité d'hier, « il manque à la gauche une pensée théorisée du monde ». Il nous faut engager sans tarder ce travail.

Initiative extraordinaire !

Nous avons décidé l'organisation d'un Congrès extraordinaire. Quel sens, quels contenus, quelles formes lui donner pour qu'il soit vraiment extraordinaire ?

A mon avis cela peut recouvrir trois dimensions essentielles :

Décider une méthode, une démarche et une forme qui favorisent, en nombre, la souveraineté des communistes, leur participation et leur représentation aux différentes étapes de la préparation du congrès.

Développer notre capacité d'écoute de la société en associant des acteurs à nos réflexions du local au national.

S'attacher à la qualité des débats sur la base de trois grands chantiers.

J'en viens maintenant à la proposition du mode permettant d'assurer la souveraineté des membres du Parti. Marie-George précisait, lors du Conseil national de juin, l'exigence de souveraineté des communistes. Le débat doit leur appartenir de bout en bout. C'est pourquoi la commission a formulé la proposition d'une représentation des communistes au congrès au niveau de chaque section. Les délégués seraient élus lors de l'assemblée générale. Leur nombre est décidé en fonction du nombre d'adhérents de la section. Nous ne l'avons jamais fait ; le congrès extraordinaire peut le permettre si nous le décidons. Ainsi tous les militants de tous les territoires de vie politique seraient en prise directe avec les débats et les décisions à prendre. Cette forme d'expression de la souveraineté serait novatrice.

Fin novembre une réunion départementale sous l'impulsion des secrétaires fédéraux et des membres des conseils départementaux approfondirait les discussions et finaliserait les contours du mandat à la direction du Parti soumis au Congrès national.

## **□ Quelle est en effet notre ambition ?**

Redonner une utilité et une efficacité à notre engagement au sein de la force politique qui nous rassemble. Pour cela il nous faut créer les conditions d'un renouveau de l'unité des communistes. Je suis de ceux aussi qui considèrent que notre capacité de production intellectuelle, tant théorique que concrète, est loin d'être en panne. Je ne suis pas, vous l'aurez compris, pour faire table rase de notre

patrimoine le plus progressiste et le plus humaniste. Je ne suis pas pour abandonner notre pensée, certes diverse, divergente sur d'importantes questions, convergente – je le crois - sur un nombre consistant d'aspects. C'est d'ailleurs, pour une part non négligeable, ce travail de mise en évidence que nous avons à engager avec les différentes étapes qui nous séparent du congrès ordinaire de décembre 2008 et sans doute au-delà.

Nous avons donc du pain sur la planche pour, sur la base de la matrice communiste existante, relever les enjeux de notre époque. Cette base que des générations de communistes ont contribué à construire. Nous ne pouvons effacer l'originalité de nos apports à la société. Aujourd'hui le décrochage est réel d'avec la société et encore une fois au risque, de me répéter, notre perte d'efficacité politique est dommageable pour les femmes et les hommes qui veulent toujours espérer que l'on peut, par une révolution démocratique des intelligences, changer le monde.

Convenons toutefois qu'il ne peut y avoir de statu quo possible. Le devenir est à bâtir et certes les possibles sont divers. Pour les faire émerger il nous faut travailler ensemble, tous ensemble à ce qui nous réunit, fonde notre engagement politique et militant. Travaillons tous ensemble afin de renouveler notre pensée et mettre en œuvre une dynamique de transformation partagée avec le plus grand nombre d'hommes et de femmes. Une dynamique susceptible de devenir un mouvement majoritaire de changement. Pour cela nous devons continuer de bouger, bouger tous ensemble, avec tous les communistes souverains. Oui le statu quo est, à mes yeux, impossible.

Et puisque le statu quo est impossible, alors jouons cartes sur table avec honnêteté. La diversité des communistes ne se résume pas à celle de porteurs d'options ou de membres actifs d'une « sensibilité » une fois pour toutes établies. La diversité des communistes est multiple et composée d'une multitude ; celle de la singularité des femmes et des hommes qui ont décidé de se réunir librement et à égalité pour créer de l'en-commun et agir efficacement ensemble au sein du Parti communiste français.

C'est pour toutes ces raisons, et en tout premier lieu celle de permettre aux communistes d'exercer vraiment leur souveraineté dans le contexte que je viens de rappeler, que nous proposons d'innover dans leur mode de représentation à l'occasion de ce congrès extraordinaire.

Oui, en procédant ainsi nous sortons des chemins battus ! En faisant de la sorte nous proposons à chaque communiste, chaque section, de se sentir responsables de leur avenir et de notre devenir commun, avec des pouvoirs nouveaux d'intervention, et avec l'ambition de renouer des liens de confiance avec la direction qui se sont atténués ces dernières années. Je souligne, par ailleurs, que les conditions seront réunies pour qu'il en soit ainsi puisque tous les membres du Conseil national participeront au congrès extraordinaire comme tous les parlementaires. Des délégations de vétérans et de jeunes communistes seront conviées aux travaux. Ce sont plus de 1500 délégués qui seraient ainsi représentatifs de la diversité communiste dans notre pays.

Ce congrès extraordinaire, je le rappelle, ne jouit pas des pouvoirs conférés lors de Congrès ordinaire. Les délégués ne pourront ni décider d'orientations, ni élire une nouvelle direction. Leur unique pouvoir sera celui de fixer le mandat à la direction pour préparer l'organisation du Congrès ordinaire de décembre 2008.

Si au bout de cette argumentation les craintes ne se sont pas levées, alors, que le Conseil national décide de l'organisation les 8 et 9 décembre prochain d'une initiative que l'on pourrait appeler : « Phase préparatoire extraordinaire au congrès de 2008 ». Que chaque membre du Conseil national donne son avis.

## **□ Elargir la participation à d'autres femmes et hommes**

Si les communistes sont au-devant de la scène souverains pour ce qui concerne l'avenir de leur formation, de leur projet politique pour la France, l'Europe et le monde, leur définition de la visée communiste qu'ils entendent revitaliser et revivifier ; il n'en reste pas moins que nombre de femmes

et d'hommes attendent de nous, nous sollicitent, nous interpellent, nous proposent des idées, des actions pour avancer ensemble. Ce qui serait possible dans la vie de tous les jours lorsqu'il s'agit de se rassembler pour agir ensemble ne pourrait pas l'être dans un moment où nous réfléchissons à l'évolution de la société ? La souveraineté des communistes, qui doit être pleine et entière, est de mon point de vue conciliable avec l'échange, la confrontation, voire la construction commune avec d'autres personnes qui ne sont pas membre de notre parti. Dans le déroulement de préparation du congrès nous proposons de les inviter à participer sans délibération commune à nos débats de sections et départementaux, et ce dans le respect des prérogatives des uns et des autres.

Cela m'apparaît, nous apparaît - je l'espère franchement - d'autant plus nécessaire qu'aucune des questions que nous nous posons n'est en dehors du mouvement des consciences. Peut-on penser, par exemple, l'avenir de la gauche, ses contours, son rôle, son utilité – et dans ce mouvement, le rôle, la place et l'utilité des communistes - pour répondre aux aspirations de notre peuple, sans en débattre avec celles et ceux que nous sollicitons au quotidien au plus près de notre activité militante ? C'est pourquoi nous suggérons que nous nous donnions la possibilité de convier, à l'échelle des sections, un homme ou une femme, un ou une militante du mouvement social, un ou une intellectuel-le intéressé-e-s à quelques moments de notre congrès.

N'est-il pas fini le temps où les citoyens se comportaient seulement en soutien à une formation politique ? Le mouvement de celles et de ceux qui veulent participer, contribuer, co-élaborer grandit comme nous le constatons. Participer ce n'est pas décider à la place de celles et de ceux qui détiennent ce pouvoir ; donc pour clarifier il n'est pas possible d'imaginer que cette participation élargie structure un processus intégrateur pour fonder autre chose. Et ce pour une raison bien simple, nous n'avons pas, au-delà de nos opinions personnelles, reçu ce mandat des communistes.

Je pense que les femmes et les hommes que nous pourrions inviter sauront comprendre notre position.

## □ Sur quels thèmes débattre ?

Le questionnement des communistes est vaste. Comment pourrait-il en être autrement ? Ce qui a fondé leur adhésion au Parti, en finir avec ce capitalisme qui génère des inégalités et des injustices incessantes, provoque la misère ici et là-bas, des guerres et des conflits régionaux sans cesse renouvelés, produit des gâchis énormes, empêche les hommes et les femmes de se réaliser et de s'épanouir alors que les avancées scientifiques et techniques et les moyens financiers existent... pour en rester qu'à de très schématiques idées... Tout cela reste d'actualité dans leur attachement et leur engagement au sein d'une formation politique qui propose de dépasser ce calamiteux système.

Rien n'est aussi simple, car quel est ce capitalisme que nous disons en crise et qui se révèle en permanence capable de recycler les aspirations d'une large masse des salariés et des consommateurs pour perpétuer son existence ? Comment mieux parvenir à le définir ?

Nous ne sommes pas totalement dépourvus de cadres d'analyse, toutefois peut-on considérer que notre appropriation commune reflète bien la réalité ?

Dans le mouvement de la société et du monde, les consciences sont elles-même en mouvement. Sommes-nous suffisamment en prise avec ces mouvements et au final avec ce que pensent réellement les citoyens, les salariés, les jeunes de la société et du monde dans lesquels ils vivent ? Que savons-nous réellement de la société et du monde auxquels ils aspirent ? Comment dans cette mouvance perpétuelle perçoivent-ils le communisme, notre visée, notre projet de société dans les conditions où nous l'exprimons aujourd'hui ? Quelle image les femmes et les hommes se font-ils des communistes ? Ne faut-il pas faire un saut qualitatif réel de notre capacité à percevoir le mouvement des consciences, à appréhender les ressorts de la structuration des opinions et des mentalités de nos concitoyens ? Entre le souhaitable et le possible, où se situe le curseur des consciences individuelles et collectives ?

C'est me semble-t-il ce que nous avons voulu traduire plus amplement dans le texte introductif au questionnement proposé pour le congrès de décembre prochain.

Le questionnement des communistes est d'un grand foisonnement. Chacune des questions posées par un ou une communiste mérite de l'intérêt. J'ai lu plusieurs textes de questionnements. Ils présentent tous une approche et une cohérence d'ensemble intéressantes. Toutefois, chacun conviendra qu'il était impossible de toutes les traiter. Le travail de défrichage nous a conduit à sérier, à hiérarchiser et au final à prioriser une première série de questions. Et puisqu'il s'agit d'une première série, je vous propose que nous prenions l'engagement sur toute la durée du processus de n'en laisser aucune de côté. Cela demande évidemment que nous nous organisions en conséquence.

Alors, quel est notre parti pris pour sélectionner cette série de neuf questions thématiques ? Il nous a semblé opportun de traiter en premier les questions sur lesquelles nous avons buté dans la période récente au moment même où nous avons produit un effort considérable de conviction. Ces questions, comme on le précise dans le projet de résolution, sont au cœur des actes politiques actuels et du débat idéologique. Elles ont marqué la campagne électorale.

Quelles sont-elles ?

Ce sont celles du travail, de la possibilité de faire autrement face à l'économie, de regrouper dans un même thème les enjeux de la nation, de la souveraineté nationale, des rassemblements européens et mondiaux pour faire bouger les choses dans le bon sens, celle de la fracture sociale qui conduit à l'exclusion de l'immigration, celles de la sécurité, de l'écologie et enfin celles également regroupées du Parti, du rassemblement, de la stratégie et des alliances.

Dans le peu de temps qui nous a séparés de notre dernière réunion de commission nationale qui s'est tenue mercredi, nous nous sommes efforcés de façon synthétique de problématiser en quelques lignes les enjeux. Bien entendu nous sommes conscients des limites de ce travail, cela constitue une bonne base et nos travaux doivent permettre tous les enrichissements nécessaires.

Comment proposons-nous de travailler sur l'ensemble de ce questionnement ?

Le processus engagé pourrait se découper en trois grands chantiers :

Celui de l'émergence des questions par les communistes. Il est largement engagé depuis cet été avec le document qui a été fourni aux communistes pour qu'ils participent à l'établissement de l'ordre du jour du congrès de décembre. C'est ce que nous avons appelé « osons faire l'inventaire ». Ce travail doit se poursuivre comme je l'ai indiqué précédemment.

Puis le chantier de l'approfondissement du questionnement. Il s'agit là, dans chaque section, sur chacun des thèmes, d'engager la réflexion, de développer les analyses, caractériser les enjeux, solliciter les opinions, susciter des débuts de réponses sous des formes variées. Afin d'enrichir et de dynamiser les échanges, nous proposons à chaque fédération d'organiser un ou deux débats publics de dimension départementale sur le thème de leur choix parmi ceux qui seront arrêtés à l'issue de nos travaux. Une dizaine de débats seraient organisés avec une résonance nationale. Nous proposons de solliciter parmi les intervenants des hommes et des femmes susceptibles de nous faire des apports utiles à la réflexion du mode du travail, de la création, du mouvement associatif...

Enfin, le chantier de la confrontation, parce que nous savons qu'il existe, des perceptions ou des opinions différentes qui s'expriment dans la société et dans le Parti sur des questions essentielles pour parvenir à notre ambition commune, celle de la transformation de la société. Notre démarche consiste donc à poser sur la table toutes ces approches de telle manière qu'elles s'expriment dans un cadre convenu ensemble. C'est ce que nous pourrions appeler « instruire le débat » afin de permettre la formation de la libre opinion des communistes et des citoyens. C'est en étant vraiment informé des tenants et des aboutissements des différents points de vue que l'on est en capacité réelle de décider. Chacun des thèmes est susceptible de donner lieu à des confrontations.

Le processus que nous engageons ne se résume pas à celui de l'étape préparatoire au congrès de 2007. Il y a un avant et il y aura un après congrès extraordinaire.

Les délégués de 2007 auront à fixer le mandat de la direction pour le congrès ordinaire de 2008. Celui des décisions. Le mandat devrait comporter des propositions de démarche et d'initiatives pour le préparer de la façon la plus offensive.